

# NE LAISSONS PAS LE TRAVAIL NOUS TUER



Le geste désespéré de Christine le samedi 21 septembre, directrice de l'école Méhul à Pantin, bouleverse et mobilise toute notre profession.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU, SE-Unsa, Sgen-CFDT, CGT-Educ'action, Sud-Education ont proposé une pétition qui a recueilli plus de 100 000 signatures en deux jours.

Jeudi 26 septembre, ce sont plus de 400 personnes qui se sont rassemblé.es devant l'école Méhul pour bel et bien qualifier le suicide de notre collègue de politique !

Jeudi 3 octobre 2019, ce sont plus de 200 écoles qui étaient fermées dans le département. 65 % de collègues étaient en grève. Plus de 2000 personnes venues de plusieurs départements (avec des appels à la grève à Paris, Marseille, Toulouse...) ont entre autres réclamé la démission de J.M Blanquer sous les fenêtres des bureaux de la DSDEN 93. !

Samedi 5 octobre, ce sont plusieurs milliers de personnes qui ont rendu hommage à Christine avec un marche blanche.

Le ministère Blanquer entend également profiter de la situation pour réaffirmer ce que réclament certains syndicats (comme l'UNSA ou la CFDT) à savoir un véritable pouvoir hiérarchique pour les directions d'école. La mobilisation contre le projet de loi « école de la confiance » l'a montré et SUD éducation 93 le martèle : « pas de chef.fes, tou.te.s collègues ! »

SUD éducation 93 en plus d'apporter son soutien aux proches de Christine ainsi qu'à ses collègues, aux élèves et aux familles de l'école continuera de revendiquer de vrais moyens pour la Seine-Saint-Denis ainsi que d'exiger l'ouverture d'un chantier portant sur les conditions d'exercices de nos métiers à l'Éducation Nationale afin d'obtenir des mesures concrètes d'amélioration de nos conditions de travail.

La souffrance au travail existe bel et bien. Elle touche l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, tous exposés à des conditions de travail pathogènes. Ces enseignant-e-s épuisé-e-s et stressé-e-s peuvent mettre fin à leur calvaire professionnel en mettant fin à leur vie. Comme tout employeur, l'Éducation nationale a des responsabilités, comme le prévoit le Code du travail, qui oblige ce dernier à « prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs ».

Pour SUD éducation 93, seule la lutte paie. Face au déni de l'institution, seul le rapport de force paiera pour faire pression face à ce ministère qui joue la sourde oreille.

3000 personnes devant la DSDEN 93! Le double devant le CHSCT Ministériel concernant les suicides dans l'éducation nationale.

## **Rassemblement mercredi 6 novembre**

**de 13h à 15h**

**72 rue Regnault PARIS 13ème**

## **SUD Education 93 et appelle tou.te.s les collègues à se mobiliser et ceux/celles qui travaillent à se mettre en grève ce jour-là !**

**SUD éducation exige que :**

- **chaque suicide soit porté sans délai à la connaissance d'un CHSCT et des organisations syndicales.**
- **le ministre communique les chiffres qui permettraient de prendre conscience de l'ampleur des suicides dans l'éducation nationale.**
- **du Ministre que cesse la mise en place d'organisations du travail pathogènes et demande de réelles mesures de prévention et de protection des personnels afin d'éviter que ce drame se reproduise encore.**
- **que les personnels bénéficient de la visite médicale annuelle de droit avec la médecine de prévention (médecine du travail dans la fonction publique)**
- **le maintien des CHSCT**

**SUD éducation appelle aussi les collègues, partout où c'est possible à se réunir en assemblée générale afin de dresser des revendications sur leurs conditions de travail.**